

# informations correspondance ouvrières

N° 31 -

Juin-Juillet 1961

publié par le regroupement Inter-Entreprise.

## S O M M A I R E

- |                                  |                               |
|----------------------------------|-------------------------------|
| I- ALGERIE                       | VI- L'EVOLUTION DES SYNDICATS |
| II LES EVENEMENTS d'AVRIL        | VII- CRITIQUE DE LIVRES       |
| III-LIAISONS                     | VIII-THEATRE ET CINEMA        |
| IV- DES TRAVAILLEURS EN FRANCE   | IX- CORRESPONDANCE.           |
| V DES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE | X Les PAYSANS                 |

.....

## algérie

LES POURPARLERS d'EVIAN: La guerre d'ALGERIE continue avec son cortège de tueries et d'attentats, de misère et d'inquiétudes, d'oppressions et de mystifications.

La plupart des travailleurs se soucie bien peu de la manière dont la paix peut se faire et ne pense guère à agir directement pour forcer le gouvernement à la faire. Pourtant on peut mesurer l'espoir qu'ils mettaient dans les pourparlers d'Evian à la déception et au malaise ressenti devant l'échec des discussions.

Poussé par les masses paysannes qui revendiquent les terres, le F.L.N. ne peut traiter sans ce qu'on appelle des "garanties", c'est-à-dire la possibilité de

modifier le régime de la propriété (réformes de structures) le contrôle économique et politique de l'ALGERIE, même si celui-ci n'est -inévitavelmente- qu'une dépendance d'un (ou plusieurs) états capitalistes.

Ne pouvant se débarrasser de ses ultras, rusant avec une armée qu'il ne peut épurer, ne sachant comment "rassurer" une masse de petits blancs exacerbés, affrontant les troubles paysans en France, DE GAULLE ne propose qu'un minimum de concessions, et prétend conserver une partie des structures colonialistes.

Ce n'est pas tant le contenu de l'économie algérienne qu'il s'agit de définir: la situation présente de l'Algérie et le contexte international en fixant les limites précises. Mais il s'agit de trouver la forme, les structures politiques et sociales qui permettraient à la fois au F.L.N. de donner un bulletin de victoire; à De Gaulle de sauver l'essentiel pour le capitalisme français, tout en ne provoquant pas de réactions trop violentes. La position du F.L.N. traduit la radicalisation des masses musulmanes, essentiellement paysannes, et le fait qu'il ne peut s'imposer militairement. Les propositions françaises traduisent en termes politiques la situation économique et militaire présente: les zones riches peuplées d'européens et protégées militairement, seraient zones privilégiées, les zones déshéritées (évacuées; ou contrôlées en fait par le F.L.N.) seraient celles où s'exerceraient la pleine autorité d'un gouvernement algérien.

On voit mal comment le F.L.N. peut accepter une telle solution. Mais le plus grave, est que cette situation reflète les rapports de force existant. Il n'y a pas de décision en Algérie. Militairement, aucun ne domine l'autre, il n'y a pas eu de Dien Bien Phu algérien; les intérêts économiques restent pratiquement en place, non atteints par la guerre.

En France, la guerre ne pèse pas d'un tel poids qu'elle puisse lever des oppositions radicales; les travailleurs ne sont pas touchés dans leurs conditions de vie, ou leurs conditions de travail. Les oppositions - présentement- restent limitées et sporadiques, et le P.C. peut, sans crainte, continuer à pratiquer son attentisme de six années. Les éléments actuels de crise viennent d'un tout autre horizon: des paysans dont l'existence est menacée par l'évolution du capitalisme.

Les contradictions qui ont amené la guerre d'Algérie restent entières mais elles ne portent pas en elles de solution. Les seules perspectives d'une évolution ne tiennent pas à l'évolution proprement militaire: en Algérie, elle peut se faire plus par l'intervention directe des algériens dans des manifestations de masse (qui sont plus des manifestations politiques que militaires), en France même le développement d'une opposition peut contraindre le gouvernement à précipiter les solutions. Ces événements, côté F.L.N. ou côté français peuvent d'ailleurs durcir les positions respectives. Enfin des contraintes internationales peuvent jouer pour forcer les uns et les autres à faire les concessions que la situation propre de l'Algérie ne les contraint pas à faire. Mais malgré la ligne sinueuse et difficile que prend le règlement du conflit algérien, ce règlement restera néanmoins essentiellement ce que nous tracions en considération des perspectives économiques de l'Algérie.

REVOLTE POUR RIEN: (extrait de Jeunes Libertaires (avril-mai 1961)

"Que la paix revienne enfin ( et le contingent avec) pour que le peuple algérien puisse commencer à faire le bilan de ces sept années d'insurrection. D'ores et déjà on peut affirmer que ce bilan est négatif. Bien sûr il est facile de prétendre que le peuple s'est battu pour reconquérir sa dignité, sa liberté; c'est ce que nous répète non seulement la gauche mais aussi l'extrême gauche révolutionnaire. Il est courant d'entendre dire par tous les secteurs d'opposition marxiste, trotskystes ou autres, que cette révolution pour l'indépendance nationale est la porte ouverte à la révolution socialiste. Ces marxistes là ne devraient pourtant pas oublier que c'est pendant que les masses sont mobilisées qu'elles doivent aller le plus loin possible. Or rien ne permet d'affirmer que cette lutte débouche actuellement sur une transformation des structures économiques dans un sens socialiste: le problème agraire, le contrôle de la gestion des usines, l'importante question démographique, l'éducation de l'enfance et de la jeunesse, n'ont fait l'objet d'aucune prise de position détaillée de la part du F.L.N. "

"Et dans quelque temps quand le G.P.R.A. aura le contrôle officiel de toutes les activités de la nouvelle nation, son premier souci sera d'imposer le dépôt des armes aux maquis, au nom de l'ordre, de la loi, de l'intérêt de la patrie, de la nécessité de reconstruire l'économie. Les sacrifices habituels seront demandés pour que l'Algérie indépendante puisse prendre la place qui lui revient dans le monde moderne. C'est très certainement le langage qui sera tenu au peuple algérien. Quant aux dirigeants, ils auront le choix entre la coopération avec la France, la Ligue Arabe, les Etats-Unis, ou l'U.R.S.S. "

"Ils pourront ou choisir totalement l'une de ces zones d'influence, ou bien tenter le jeu de bascule entre les uns ou les autres.... Il y aura bien sûr pendant un certain temps l'enthousiasme de la libération, l'impression d'être heureux quand même, parce qu'on est enfin chez soi. Mais le désenchantement suivra et il faudra bien que les éternels exploités s'aperçoivent enfin qu'ils ont autre chose à faire que croire aux soit disant valeurs pour lesquelles ils se sont battus: patrie, nation, état indépendant, etc.... "

DANS LES REVUES

Dans Socialisme ou Barbarie (n° 32 -avril -juin 61 ) : En Algérie, une vague nouvelle.

Dans Noir et Rouge (N° 18 , mars-mai 61 ) une étude sur les données dans l'avenir économique de l'Algérie.

les événements d'avril

(auxquels a été consacré le numéro 30 du Bulletin I J O )

LETTRE D'UN CAMARADE DE LA LOIRE ATLANTIQUE

"Ce département breton avec un appoint de vendéen est rude. L'ouvrier a un passé de luttes révolutionnaires. Le petit paysan est frère du gars de l'usine et les

gens de mer sont solidaires des ouvriers et paysans, ensemble ils luttent en asservis contre les asservissants. Au sujet du coup d'Etat d'Alger, ils étaient contre le quarteron du festival des étoiles d'Alger, mais aussi contre De Gaulle et son baron l'amer Michel Debré. L'ouvrier de la Loire Atlantique n'a pas oublié le 13 Mai 1958 ce complot gaulliste. Il se souvient de l'indulgence du procès des barricades, de la grève nationale; le paysan, le marin n'oublie pas que les noms du 13 Mai 1958 restent liés au "quarteron" Ici, depuis ce Mai 1958, rien ne marche bien. Le malaise social touche les petits, la V<sup>e</sup> République favorise les gros. De plus, les travailleurs bretons vendéens constatent que la région ouest est défavorisée, plus de travail en Loire Atlantique, il faut aller là où le Marché Commun fonctionne. Le paysan avec qui j'étais à Gétigné me disait: "pourquoi entre ouvriers et paysans nous faire la gueule: l'ouvrier achète à Nantes le kilo de cochon 780 Frs, je le vends vivant 280.- à un tueur qui le revend 480.- à un intermédiaire. 500 Frs sont partagés pour aller dans la poche des gros, ces gros là pour continuer leurs saloperies donnent des sommes d'argent aux généraux afin qu'ils nous amusent par leur complot". A Pornic, petit port de pêche, un marin m'a déclaré la même chose en prenant pour exemple le cent de sardines. Mais la conclusion est toujours la même: "la IV<sup>e</sup> République était moche celle-ci n'est pas plus la nôtre, il faut faire l'unité entre les marins pêcheurs les petits paysans, les ouvriers, il faut travailler les uns pour les autres en créant un véritable système de coopération, où chacun apportera sa part, où la distribution sera sous le contrôle des travailleurs, où il n'y aura plus d'intermédiaires."

LETRE d'UN CAMARADE DU MIDI:.... Ce qui est étonnant ce n'est pas que le groupe (le nôtre) et tous les autres groupes et organisations de gauche n'aient pas prévu ce putsch des généraux, c'est qu'un camarade puisse faire cette observation. Ce genre d'événements (putsch, pronciamento, complot, coup d'état, révolution de palais, etc...) ne peuvent se produire que justement s'ils parviennent à être imprévisibles. Jamais complètement bien sûr, surtout s'ils entraînent trop de monde. Mais le secret reste la condition sine qua non de leur réalisation. Seuls les Etats ou de grands partis peuvent entretenir des espions pour les renseigner et encore, et encore fuites et renseignements arrivent souvent trop tard. Dans le cas des zex, il semble bien que fuites et renseignements ont obligé à précipiter les événements et à tout chambouler. Bien d'autres choses ont joué par surcroît. Ajoutons que la banqueroute de ces zex est incalculable, ce qui rend leurs actes encore plus imprévisibles. Prenons un autre exemple. Si demain un Souslov ou un Mikojan renverse Kroukrou, avec l'aide de Malinovsky, bien malin qui aurait pu le prévoir. Et cependant c'est du domaine du possible, sinon du probable. Il y a donc des régimes, des situations, qui rendent possibles ce genre d'événements "imprévisibles". Il n'y a rien de fatal, ni de totalement objectif.

Par contre des situations peuvent mûrir, trouver leur solution dans une lutte dont la dynamique, les étapes peuvent être plus ou moins déterminées à court, moyen et long terme. Mais toujours sous réserve que ce déroulement n'est pas fatal, que des facteurs subjectifs peuvent intervenir puissamment, que celui ou ceux qui analysent ne disposent pas de toutes les données, etc..."

POSITION d'un CAMARADE DE CHEZ RENAULT: (sur la grève du 24 Avril). Dans certains secteurs de l'usine la grève a été limitée à une heure de débrayage, dans d'autres au contraire, les syndicats avaient décidé que nous "devions" débrayer la journée. J'ai refusé de faire grève, parce qu'une grève inconditionnelle à De Gaulle n'avait pas de sens, parce qu'elle laissait de côté toute revendication. J'ai dit que si nous devions faire grève, il fallait au contraire mettre en avant nos propres revendications, pour que le mouvement reste sur nos objectifs à nous ouvriers. Je me suis fait traiter de tous les noms d'oiseaux, j'avais même pris des précautions pour me défendre contre les durs de la C.G.T. Le contremaître est venu me trouver et a essayé de m'expliquer lui aussi que je devais faire grève. Si dans huit jours, on doit faire un mouvement pour les revendications, je serai le premier à débrayer et ce ne sera pas du tout pareil.

## licisons

### REUNION INTR-ENTREPRISE-PARIS.

10 camarades d'entreprise se sont retrouvés le 27 MAI.

La discussion a porté essentiellement sur le contenu du bulletin N° 30 consacré aux événements d'avril.

### SOUSCRIPTION:

Pour permettre d'assurer le tirage du bulletin ICO, de différents bulletins d'entreprise, éventuellement pour aider des camarades d'entreprise en lutte, il a été décidé en commun l'achat d'une ronéo. Chacun peut faire parvenir sa contribution; si modeste soit elle.

## les travailleurs en france

IL Y A SALAIRES ET SALAIRES: (extraits d'un article de C. LAUZET paru dans la Révolution Proletarienne-Mars 1961)

... "Redistribuer les revenus consisterait à diminuer la part des profits, ou mieux encore à le supprimer pour augmenter celle des salaires. On ne peut plus croire que cela changerait grand'chose. N'est-ce pas cela que font les nationalisations ou plus radicalement la révolution communiste, j'entends la révolution communiste telle que la font ceux qui la font, et non pas, je ne sais quel rêve inconsistant? A mes yeux le jeu n'en vaut pas la chandelle. C'est aussi ce que pensent, semble-t-il, les ouvriers des Etats-Unis. Ce qu'il faudrait, c'est bel et bien diminuer les "hauts salaires" pour élever les bas salaires. Pour cela, je ne compte ni sur Krouchtchev, ni sur M. Kennedy, ni sur M. Chalandon. Je ne compte pas davantage sur les syndicats, "libres" ou non. Il est vrai que la part du profit est toujours trop grande, mais il ne faut pas l'imaginer plus grande qu'elle n'est. Met-elle beaucoup de différence entre la paye des ouvriers dans une entreprise privée et leur paye dans une entreprise nationalisée. La part faite des salaires, des impôts, des investissements, il peut arriver que les dividendes versés aux actionnaires d'une entreprise ne dépassant pas 2% de son chiffre d'affaires et que, si ce profit était entièrement distribué au personnel, la masse des salaires ne se trouverait pas augmentée de plus de 10%. Ce serait frot bon à prendre mais, si cette augmentation était hiérarchisée, ce ne serait encore pas le Pérou pour le balayeur. Avant la "chalandonnisation péréquation des salaires", la grande idée du social-gaullisme a été l'intéressement des travailleurs à l'entreprise. C'est le moyen gaulliste de diminuer le profit capitaliste. Il attacherait les ouvriers à l'entreprise sans les faire beaucoup plus riches.

Les exploités dans les entreprises privées, dans les entreprises nationalisées ou dans les administrations publiques, ce sont ceux à qui leurs traitements font des revenus de setrapes, les cadres supérieurs, les hauts fonctionnaires et aussi aux Etats-Unis et en U.R.S.S. (sinon en France (mais M. Chalandon est prêt à avoir pour eux la même sollicitude que M. Krouchtchev) les dirigeants des syndicats. Et ce beau monde, y compris les dirigeants des syndicats (il suffit de rappeler le nom de Bouzanguet) est d'ailleurs fort capable de prendre à l'occasion sa part des profits capitalistes. Mais, outre l'opulence de tous eux-là, n'est-ce pas l'aisance d'un plus grand nombre encore qui est faite de la gêne des autres?

... Dans le monde moderne l'exploitation de l'homme par l'homme est due beaucoup moins au profit capitaliste qu'à l'inégalité des salaires. En Russie, elle n'est due à rien d'autre. A l'Ouest, comme à l'Est, c'est contre l'inégalité des salaires qu'il faut lutter les exploités. C'est lutter contre beaucoup de monde, et il faut s'en rendre compte. On conçoit très bien une société, capitaliste ou socialiste, où la moitié des gens, sinon plus, tout en travaillant (il y a des directeurs d'usines et des chefs d'atelier assez stupides pour se tuer au travail) exploiterait le reste. Qu'une telle société soit concevable, c'est même trop peu dire. Et ce qu'il est alors difficile de concevoir, c'est la révolution prolétarienne. Heureusement dirait Louzon qu'il y a les Chinois, les Arabes, les Noirs d'Afrique, les Indiens d'Amérique.

... En tout cas ce devrait être une règle absolue du côté des exploités de ne jamais réclamer qu'une augmentation uniforme de la paye. Toute hausse hiérarchisée des salaires accroît l'exploitation d'une partie des travailleurs par l'autre partie. Et le reste est littérature. Ou démagogie. Ou hypocrisie. Cela devrait simplifier à expliquer à la classe ouvrière, trop simple peut-être. Voilà 172 ans qu'en France les encadrés tirent les marrons du feu pour les cadres.."

#### LETRE à un CAMARADE DE CHEZ RENAULT:

... Les hauts salaires ouvriers actuels sont dus au surtravail. Notamment dans les petites entreprises (façonniers de la mécanique, imprimeries de labour, chantiers de construction, transport routier). Semaines de 60 et 70 heures "arrangées" entre patrons et salariés. Sur le port de Paris, des dockers se sont entendus avec leur employeur pour exécuter à 2 équipes le travail de 3. Ils sont jeunes, gagnent ainsi 1100 N.F. par mois, arrivent en voiture, mais ensuite quelle cadence! Comment les jalouser? Dans l'alimentation les conditions de travail sont si basses, que les investissements U.S.A. y affluent. Telle cette firme française de province (7 usines 1000 salariés) qui va passer sur la coupe américaine. Voilà les dessous de la prospérité.

Il est connu que le capitalisme libéral prospère n'a pas d'égal pour donner libre cours à l'ambition et accroître ainsi les forces productives. Mais après, c'est la crise de surproduction, et la portion congrue pour les ouvriers d'abord. L'heure du socialisme sonne car ce capitalisme est incapable de se réformer. C'est connu puisque répandu depuis un siècle par les prophètes du socialisme. Mais ce qu'ils n'ont pu prophétiser c'est que leurs successeurs, individus comme catégories populaires privilégiées, installés dans l'embourgeoisement de la prospérité, renonceraient à la succession. Nous en sommes là.

L'état du syndicalisme actuel est identique à celui d'avant 1936: nette prédominance du secteur public lequel ambitionne non pas de changer la société actuelle et son Etat, mais de s'y faire une plus large place par le triomphe et le soutien de "Bloc des gauches" et "Fronts Républicains ou populaires". La désaffection des nouvelles générations en découle. Non pas qu'elles sachent le pourquoi de la cause (comment l'apprendraient-elles?) mais ressentent la dureté des temps. Créer un foyer est une dure question d'argent. Les boniments n'y peuvent rien. Il faut choisir: mouiller sa chemise ou trafiquer. On s'entend d'homme à homme avec le patron, quand ça ne va plus on va ailleurs. S'il faut faire grève on la fait, et tout cela, disent les jeunes, ne nécessite pas de s'embrigader dans les syndicats.

C'est ainsi que les français vivent dans l'incohérence et sont en retard sur leurs propres institutions collectives ( législation sociale, S.S.etc...) Chacun ancré à son individualisme: patron vitupérant l'Etat tout en sollicitant ses commandes et subventions; salariés se dérochant à un minimum de disciplines sociales tout en profitant des conquêtes passées. Minimum de discipline car davantage (celle des Allemands tant vantée) on sait où ça mène... et (contrairement à la sentence si souvent citée) mieux vaut encore tolérer un désordre que ...

Concernant le niveau culturel l'exemple de la R.A.T. est probant. Là un dizaine d'amicales patriotiques élargissent au fond "loisirs" du Comité d'Entreprise. Anciens combattants de ceci, victimes de cela, anciens marins du même ( ceux des inondations de 1910 sans doute). Bals et fêtes. Comment serait accueilli l'original qui suggère une subvention pour éditer une revue d'éducation syndicaliste. Comme un trouble fête évidemment. En France tout ne finit-il pas par des chansons? Ainsi qu'à la radio après la lecture du dernier désastre.

Quant à la trilogie primaire, secondaire, tertiaire, travaille de penseurs bourgeois, le syndicalisme n'a pas à l'adopter. Sa vision de notre société est juste. Dénoncer le parasitisme forcé dévolu à de nombreux salariés. Mais ceux d'un système fiscal médiéval hors du temps, des ouvriers des arsenaux comme celui de Cherbourg entretenus entre une demi-civilité et une activité sans usage ( la flotte de surface a lancé son chant de cygne à... Merl Harbourg :) de la publicité, monstre insatiable d'une économie concurrentielle parasitaire. Ce n'est plus une question de mains oeiluses ( à l'heure de l'électronique) mais d'utilité humaine. Et si les enseignants sont d'incontestables producteurs, ils n'ont pas à se placer au-dessus. Les moniteurs des centres techniques ont à se rappeler que l'apprentissage des métiers s'est fait sur le tas, par des ouvriers, en plus de leurs journées, qu'il ne leur est jamais venu à l'idée de s'en faire une position privilégiée. Certes nous vivons un autre temps, mais tout de même... Dans cet ordre d'idées, Jaurès averti que l'accession d'un homme du peuple à la condition supérieure n'est pas une conquête socialiste. Sans l'état et le syndicalisme, que nous préparent les promotions ouvrières, démocratisation de l'Enseignement comprise? Appâts pour les ambitieux du peuple tentés par l'embourgeoisement ainsi qu'il en est aujourd'hui des cadres de toutes origines.

Devant l'effroyable bilan d'une démission sociale vieille d'un quart de siècle, la tâche est devenue effrayante. Le R.P. n'a pas à se justifier. Que vouliez-vous qu'elle fit autre? Peut-on détourner un traitant avec du papier imprimé? D'avoir dit non suffit à sa postérité, et si un vain peut quelque chose, ce serait qu'elle s'efforce de mieux voir et pour cela d'oublier - ah, c'est difficile - une immense rancœur certes justifiée, mais aujourd'hui sans écho, parce que étrangères aux nouvelles générations.

# les travailleurs dans le monde

GRANDE-BRETAGNE: Charte de l'automobile: (Le texte ci suit, extrait d'un bulletin d'information patronal, illustre bien l'intégration des syndicats dans la société capitaliste):

"Après plusieurs semaines de pourparlers une "Charte du Travail" vient d'être signée dans l'industrie automobile, entre les représentants des employeurs et ceux des syndicats ouvriers.

Aux termes de cette Charte il a été décidé :

- de faire effectuer des stages aux délégués d'atelier dans des centres de formation technique où ils pourront s'initier aux différentes méthodes de conciliation et connaître exactement les moyens dont ils disposent dans l'exercice de leur fonctions.

- de simplifier, autant que possible, les barèmes des salaires qui sont fréquemment à l'origine des conflits sociaux. Les syndicats se sont également engagés à coopérer aux techniques nouvelles permettant d'accroître la production et de rendre l'industrie automobile britannique plus "compétitive".

- de prendre toutes mesures nécessaires à l'accélération du règlement des conflits sociaux;

Les parties signataires de la charte ont décidé de se réunir à la fin de l'année pour examiner les progrès réalisés. Elles sont d'ailleurs tombées d'accord pour reconnaître que la stricte application de la procédure existante devrait permettre le règlement pacifique des différends. "

ETATS-UNIS: Les extraits du texte suivant paru dans l'Usine Nouvelle (journal patronal) du 20 Avril 1961, montrent comment l'évolution technique amène les patrons à modifier les conditions de travail alors que les organisations présentent ces modifications comme des conquêtes sociales.

" Un rapport du département de recherches de l'A.F.L.-C.I.O. met en relief la tendance de l'industrie américaine à abandonner le salaire aux pièces et les autres méthodes de rémunération en fonction du rendement pour en venir au salaire uniquement basé sur le temps de travail, horaire, hebdomadaire, ou autre.

Ce rapport se réfère à une étude du département du Travail américain montrant que dans l'ensemble des industries mécaniques, les trois quarts des ouvriers sont maintenant payés en fonction du temps de travail, alors qu'un quart seulement voient leur salaire dépendre de leur rendement. Dans les autres branches d'industries la proportion des rémunérations au rendement est de l'ordre de 10%....

Le système des primes au rendement avait surtout proliféré aux U.S.A. durant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, alors que le contrôle des salaires était en vigueur. A cette époque les syndicats avaient contribué à l'institution de tels systèmes permet à leurs adhérents d'obtenir des salaires plus élevés. De leur côté les organismes gouvernementaux encourageaient également les primes au rendement dans l'espoir qu'elles stimuleraient la production de guerre.



Depuis lors les systèmes de rémunération au rendement sont graduellement tombés en désuétude par suite de la désaffection des ouvriers à leur égard et de l'opposition en résultant de la part des syndicats. Le patronat également a pris progressivement conscience des difficultés soulevées par l'application de ces systèmes et des résultats décevants auxquels ils aboutissent fréquemment.

L'une des raisons primordiales de la tendance à l'abandon des primes au rendement réside dans le développement de la mécanisation et de l'automatisation dans l'industrie. La vitesse de production est ainsi devenue fonction du rythme de la machine plutôt que de celui de l'ouvrier. Et lorsque le rendement dépend de la machine et non plus de l'effort de l'ouvrier, il n'y a plus guère lieu de stimuler ce dernier.

Le patronat moderne est arrivé à reconnaître que les systèmes de primes au rendement ne sont pas compatibles avec les nouvelles méthodes de production et le nouveau matériel. Il reconnaît aussi que l'élimination de ces stimulants peut-être effectuée sans que cela entraîne une baisse de production ou une baisse de bénéfices. Une surveillance intelligente et une politique raisonnable de bonnes relations avec le personnel peuvent facilement obtenir une excellente coopération de l'ouvrier à la production sans qu'il soit besoin de prime au rendement.

C'est pourquoi les syndicats rencontrent une attitude de plus en plus compréhensive de la part du patronat lorsqu'ils proposent l'élimination des systèmes de primes à la production.

## L'évolution des syndicats

LETTRE d'un CAMARADE HOLLANDAIS: après lecture du texte sur la situation sociale en France (100 Mars-Avril 1961) :

" C'est avec intérêt que j'ai lu la lettre où tu parles du "plan de campagne des syndicats". Ce plan est au fond pareil dans presque tous les pays, seulement sa réalisation s'est accomplie plus dans un pays que dans un autre. En Russie, sa réalisation est complète.

En France, il y a un phénomène remarquable: là il y a constamment des grèves organisées par les syndicats et ça ne se montre pas dans les autres pays où presque. On se demande: les syndicats, pourquoi font-ils des grèves pendant que dans les autres pays, les syndicats ne les font presque pas? Est-il que le standard de vie en France est plus bas que dans les autres pays? Evidemment non, excepté de l'Amérique. Il me semble que le niveau de vie est plus haut qu'en Hollande par exemple. En tout cas il n'est pas plus bas. De plus, en Hollande, on travaille 48 heures par semaine, en quelques branches 46h/2 et en France je crois 45. En Hollande on a seulement une semaine de congé plus six jours dispersés sur l'année. Aussi les assurances contre le chômage, contre la maladie, la vieillesse, etc... en France ne sont pas plus mauvais je crois qu'en Hollande. Seulement l'habitation est en général mieux chez nous, ceci qu'il y ait encore beaucoup de gens sans habitation personnelle, mais ils ont loué chez d'autres gens. Les loyers constituent 15/20% du salaire.

Bien que les niveaux de vie en France et en Hollande soient presque pareils, il n'y a pas de grèves ici. En tout cas pas de grèves importantes. Tout est tranquille. Le secret de cette tranquillité a deux sources. A primo abord, il n'y avait pas de chômage de quelque envergure pendant les derniers dix ans. Ça veut dire: la vie économique était très florissante. Il y aurait eu une base pour des revendications réalisées par des grèves. Mais les salaires sont liés aux prix et aussi à la productivité des entreprises. L'économie dirigée par l'Etat est ici plus développée qu'en France. En outre, la bourgeoisie ici est très adroite et elle a créé un organe permanent de collaboration entre les entrepreneurs et les syndicats catholiques, chrétiens, et "socialistes" qui conseil le gouvernement sur presque tous les problèmes politico-sociaux. Pour l'exécution de la politique du gouvernement/entrepreneurs/syndicats, les employés et les membres des syndicats sont intercalés dans tous les pores de l'engrenage (mais pas dans l'engrenage financier) de la vie industrielle. Il ne semble pas que "le plan de campagne" des syndicats français ne soit pas autre chose que la situation qui est réalisée ici depuis 1945. D'ailleurs, cette situation existe aussi en Suède et probablement aussi en Angleterre, mais pas en Amérique.

Pour cette forme de collaboration du capital et du travail, une unification du mouvement syndical n'est pas nécessaire, ni désirable pour la bourgeoisie. Toutes les centrales syndicales sont mêlées dans la collaboration et la bourgeoisie a la possibilité de porter un coup droit à chaque centrale.

Ça pour la tranquillité de la Hollande.

Et maintenant les grèves en France. Est-ce que ces grèves sont désirées de la base, pendant que les dirigeants des syndicats suivent de mauvaise volonté? Ou, est-ce que les dirigeants forment vraiment un stimulant des mouvements, même les provoquant? Les dernières suppositions ne sont pas du tout impossibles quand les dirigeants veulent utiliser ces mouvements en tant que moyen de pression pour conquérir une base plus stable dans l'appareil d'Etat et dans la vie économique. Donc, plus ou moins pour faire chanter la bourgeoisie, les ouvriers utilisés comme des pions sur leur échiquier politique. En ce cas, les syndicats français ne sont pas des organes sclérosés, des organes vieillies, mais au contraire, ils sont pleins de vie pour la réalisation de leurs buts réels qui se trouvent sur le terrain de la domination de la classe ouvrière en collaboration organisée avec la bourgeoisie. Les dirigeants des syndicats veulent une place dirigeante dans l'économie, mais il est impossible de diriger l'économie quand on ne maîtrise pas la plus grande force de la production, la classe ouvrière.

Si des catastrophes politiques ou économiques qui menacent l'existence ou la vie des travailleurs n'éclatent pas, comme ce fut le cas depuis 1945, on ne peut pas voir pourquoi cette politique ne réussirait pas, à la longue. Si une telle catastrophe arrive dans quelques années, ce développement sera seulement accéléré en tant qu'expédient pour se tirer du chaos politico-économique. Mais si le chaos est tellement profond que ce moyen ne suffit pas, les travailleurs trouveront des organes d'eux-mêmes pour résoudre les problèmes.

Ci-dessus, les problèmes sont posés très schématiquement. En pratique, les processus, ne sont pas si monolithiques. Dans les mouvements où les dirigeants essaient d'assujettir les masses pour leurs buts; ils viennent aussi des tendances pour une direction de la classe et de la société par les ouvriers mêmes. Dans presque tous les pays de telles tendances sont déjà à observer. Nous devons renforcer ces tendances. Mais, nous ne devons pas avoir l'illusion que cet état d'esprit tombe du ciel comme une manne. Cet esprit sera le résultat d'un processus vite ou lent, selon les circonstances politico-économiques. "

LETTRE D'UN CAMARADE ANARCHO-SYNDICALISTE:

" Tu me demandes ce que je pense de votre bulletin. Il me semble que vous vouliez en faire une sorte de tribune. Or je ne pense pas que pour les militants révolutionnaires l'heure soit tellement à l'établissement de tribunes; il existe déjà la Révolution Proletarienne qui constitue une tribune suffisamment large.

Le caractère même de ce régime, ainsi que l'orientation des réformistes et des staliniens ont fait tomber une grande part des équivoques de la démocratie bourgeoise. Si les directions traditionnelles gardent encore une influence prépondérante dans la classe ouvrière, c'est bien moins par l'enthousiasme qu'elles suscitent que par l'absence d'autres perspectives. Perspectives que les militants révolutionnaires sont les seuls à pouvoir offrir aux ouvriers qui n'ont pas encore cédé au découragement (et en particulier aux jeunes), à condition évidemment, que ces révolutionnaires ne se coupent pas des seuls milieux où les ouvriers sont encore rassemblés, c'est à dire des syndicats. C'est pourquoi nous avons non seulement à expliquer la situation présente (en remontant à l'occasion jusqu'aux expériences de 36, 45, et 53) à formuler des mots d'ordre répondant aux intérêts de la classe ouvrière, mais aussi à faire connaître les idées socialistes qui ont donné naissance aux deux grands courants révolutionnaires, marxistes et anarchistes (avec toutes les nuances qui peuvent exister dans chacun d'eux). Car, je ne crois pas qu'il y ait de regroupement durable si ce n'est autour d'une idée.

"Ceci dit, je ne nie pas la nécessité des "confrontations" bien au contraire. A condition qu'on sache sur quels se fait cette confrontation ( par exemple: rôle de l'Etat, fédéralisme ou centralisme, action dans les syndicats ou hors des syndicats, etc) Ce n'est pas la même chose qu'une tribune permanente où chacun traite de son sujet mais où il n'y a pas de véritable confrontation.

Une confrontation a eu lieu par exemple l'an dernier à Paris, en une Assemblée générale des révolutionnaires ( de Socialisme ou Barbarie à M. Joyeux en passant par le P.S.I.) Il en est ressorti que certains camarades pouvaient réorganiser la classe ouvrière à partir de l'anti-syndicalisme, alors que d'autres (parmi lesquels les anarcho syndicalistes de Nantes) constituaient le Comité de Liaison des syndicalistes révolutionnaires, afin de coordonner leur action dans les divers syndicats.

A ce sujet d'ailleurs, il me semble difficile à un bulletin comme le vôtre de rester indéfiniment une "tribune" et de ne pas prendre position. J'ai même l'impression d'après certains paragraphes du dernier numéro ( qui ne relève ni de la correspondance, ni de l'information, proprement dite) que vous optez pour l'anti-syndicalisme.

REPONSE A CE CAMARADE:

" Les événements d'Avril ont retardé la réponse à ta lettre du 23 Avril qui pourrait constituer l'amorce d'une discussion sur la question syndicale.

Je dis bien discussion et non confrontation. En ce sens, tu relèves bien que si le bulletin ICO paraît s'apparenter à une tribune, pour la Révolution Proletarienne par exemple, il paraît s'orienter nettement vers ce que tu appelles "l'anti-syndicalisme".

Malgré son caractère de tribune la R.P. a d'ailleurs un caractère nettement

pro-syndicaliste, c'est-à-dire pour le travail dans les syndicats, à défaut de pouvoir former de nouveaux syndicats. Pour toi-même ce point ne fait pas de doute : tu considères que ce sont les dirigeants et les partis qui ont fait le syndicat tel qu'il est et qui peut être réformé; tu considères que les travailleurs les plus avancés sont dans les syndicats et que s'ils n'agissent pas plus, c'est parce qu'on ne leur donne pas de perspectives.

En ceci, tu parais proche des camarades du P.C.I. qui sont syndicalistes révolutionnaires par tactique (exactement celle du P.C., de l'U.S.F.I.O., de tout parti) mais aussi des camarades de S.B. pour qui le credo reste la construction d'une organisation à la fois ouvrière et politique, sur des bases qui restent à définir.

Je suis d'accord avec toi pour penser qu'une confrontation entre camarades ayant un but aussi nettement défini: faire un parti, une organisation, reconstruire le syndicat sur les bases traditionnelles, ne peut pas donner grand'chose, sauf dans des événements tout à fait exceptionnels. (et encore). Tu cites toi-même cette réunion de l'an dernier d'où est sorti le comité de liaison des syndicalistes révolutionnaires. Je te rappellerai une réunion semblable, plus large de juin 1950.

Bien que cela ne paraisse peut-être pas nettement, notre regroupement de camarades d'entreprises se fait sur la base d'une idée, mais une idée "ouverte" et non une idée "fermée". La question être "dans" ou "hors" des syndicats n'a pas de sens à notre avis: elle dépend de la situation particulière des camarades dans son entreprise, dans sa profession; nous demandons simplement à chacun de voir sa propre expérience non comme une vérité totale, mais avec un esprit de "critique révolutionnaire". Sur ce point, ce que nous avons en commun c'est qu'aucune place dans un appareil quelconque ne justifie l'abandon - même provisoire - d'une attitude de classe vis à vis des directions patronales et syndicales.

La discussion dont je parlais, et qui je crois se poursuivra longtemps, est nettement orientée. Nous essayons avant tout de comprendre quelle est l'évolution de la société capitaliste d'aujourd'hui, quelle est l'attitude de la classe ouvrière compte tenu de cette évolution, quelle fonction cette évolution assigne aux syndicats dans cette société. C'est en fonction de cette recherche que nous essayons de définir nous-mêmes notre attitude, tout en laissant à chacun, et aux groupes de base d'entreprise, s'ils existent ou s'ils existaient, l'autonomie la plus totale, de fixer leur attitude (y compris vis à vis du syndicat) en fonction de leur propre expérience. Nous observons que cette société est extrêmement diversifiée dans ses conditions d'exploitation, que la classe ouvrière ne se bat plus du tout pour les mêmes choses, ni de la même manière qu'autrefois, parce que ses conditions de vie de travail ont changé dans certains cas assez radicalement. Nous observons que les syndicats ont une fonction dans cette société et que ce que certains appellent la "dégénérescence" des syndicats est beaucoup plus le produit de l'attitude ouvrière que de l'action des hommes et des partis. Et nous observons aussi que l'exploitation capitaliste subsiste dans une société de classe et que les syndicats représentent encore dans les luttes un élément coordinateur et parfois directeur (cela aussi mériterait une discussion).

Ce que nous refusons avant tout, c'est de projeter sur cette réalité des schémas élaborés il y a cinquante ans en fonction d'une situation toute différente de la classe ouvrière.

Je suis d'accord avec toi pour l'échange des bulletins; mais je crois que nous pourrions tenter de dépasser ce stade et d'amorcer un débat, qui sera long, sur le mouvement ouvrier dans son ensemble, avec comme but, non de définir de nouvelles formes de lutte ou d'organisation, mais de voir quel peut être notre tâche dans le mouvement des travailleurs tel qu'il est aujourd'hui. "

Nous parlerons dans le prochain numéro d'un article - Les syndicats devant l'intégration ( L'Anarcho-Syndicaliste- Groupe F.Polloutier Nantes) et d'une série d'articles parus dans L'Humanité sous le titre " Les syndicats demandent des droits nouveaux".

## critique de livres et revues

AU SUJET de MEIRO, PLACE DES FETES: ( Lim, éd. Debresse). qui retraces la vie d'un militant ouvrier d'avant guerre, nous a vus donner deux lettres de camarades, l'une parlant surtout de l'auteur qui fut membre du parti de Doriot, au temps où ce parti représentait le nazisme en France, l'autre soulignant l'intérêt objectif de l'oeuvre, comme contribution à la connaissance du mouvement ouvrier.

Ces notes ont provoqué une lettre de M.Lime, lettre beaucoup trop longue et dont la publication conduirait à une polémique interminable. Polémique sans intérêt en fin de compte, car elle n'intéressera que quelques vieux camarades ceux auxquels précisément elle n'a rien à apprendre.

Notre erreur fut de parler de l'auteur au lieu de l'ignorer. Nous tenons à la disposition de tout camarade qui nous le demandera l'intégralité de la correspondance échangée avec M.Lime.

A propos de l'article de Paul Cardan, sur le socialisme, dans un des derniers numéros de Socialisme ou Barbarie: ... Evidemment c'est un article intéressant. Il rassemble bien des données dont le groupe a parlé et qui ont été traitées dans le bulletin. Mais, faute énorme, Paul Cardan ne dit pas un mot de la rivalité entre les impérialismes et cela fausse tout. Il est absolument impossible d'ignorer ce facteur important de l'évolution du monde moderne. Les structures internes des sociétés industrielles qui s'affrontent se sont modifiées ou pourraient presque dire essentiellement, en fonction des impératifs de la guerre économique et politique qu'ils se livrent. L'exemple russe est typique. C'est pour "rattraper et dépasser les pays capitalistes" ( le mensonge étant "construire le socialisme dans un seul pays) que les bolcheviks ont engagé la Russie dans la voie du capitalisme d'Etat, tranchant le faux dilemme " vers le capitalisme ou vers le socialisme". Bureaucratisme et hiérarchisation furent les conséquences et les moyens du but poursuivi, construire cette formidable puissance impérialiste qu'est maintenant le bloc de l'Est. Rappelons encore que c'est au cours des guerres tout court, forme aiguë de leur rivalité, que les Etats se sont engagés le plus dans la voie "bureaucratique" ( le mot est insuffisant), quitte à faire un pas en arrière ensuite. La grande crise économique de 1929-1932 fut aussi l'occasion d'un recours aux mesures de capitalisme d'Etat, mais cette grande crise avait ses causes dans la rivalité des impérialismes dont deux apparaissent ou réapparaissent: Japon- Allemagne.

(lettre d'un camarade)



C'est à mon avis du meilleur Brecht. C'est en effet du "théâtre engagé" abordant des problèmes sociaux de fond. Mais ça reste du théâtre, c'est-à-dire un spectacle- et non une thèse- riche, intéressant, multiple, attrayant, délassant. Brecht ne cache pas sa sympathie pour la cause des opprimés. Mais il ne cache pas non plus les difficultés d'une réforme du monde. Il pose les problèmes et ne tranche pas.

" Ah, que votre monde est difficile ! Trop de misère, trop de désespoir !

" La main qu'on tend au malheureux

" Il vous l'arrache. En aidant un homme perdu

" On se perd soi-même (...) s'écrie Chen-Té à la fin de la pièce.

Et dans l'épilogue, Brecht précise: " Où est la solution? Nous ne l'avons trouvée, même à prix d'or. Faut-il d'autres hommes ? ou un autre monde? Ou d'autres dieux? à moins qu'on ne s'en passe? Nous voici atterrés du fond du coeur ! Afin de mettre un terme à ce malaise, cherchez-vous mêmes s'il est un moyen pour aider une bonne âme à trouver l'heureuse issue qu'appelle sa bonté. Cher Public, va, cherche le dénouement, il faut qu'il en existe un convenable, il le faut, il le faut."

Le public, parmi lequel beaucoup de jeunes et beaucoup d'étrangers en ces jours de Pâques, debout, applaudi à tout rompre. Ces mots ne l'ont pas laissé insensible. Qu'en restera-t-il une fois la porte du théâtre franchie? Sans doute pas grand'chose, mais sûrement quelque chose. Et ce n'est pas si mal. "

\*\*\*\*\*

#### Lettre d'un camarade employé:

Je voudrais faire quelques observations au sujet de ce qui est dit sur le cinéma ou le théâtre.

Il faut faire souvent très attention pour ne pas juger les situations présentes d'après ce que nous avons connu. La plupart d'entre nous appartient à la génération qui a eu 20 ans au cours de la dernière guerre: nous sommes sensibilisés à certains problèmes qui sont ceux que nous avons vécus et nous avons tendance à juger les situations d'aujourd'hui d'après ce passé. Par exemple à parler de fascisme comme si nous étions en 1936, d'action comme si nous étions clandestins, etc... Si nous n'approfondissons pas plus toutes les questions, dont nous parlons, nous nous parlons à nous-mêmes, et ce que nous disons est de l'hébreu pour les jeunes.

A propos des films ou des pièces de théâtre, c'est souvent que l'on entend dire " ça tombe à point ", " c'est étonnant qu'ils laissent passer cela". Contrairement au camarade qui pense que Mein Kampf et Arturo UI tombent à pic ( le procès Eichmann aussi) je crois que si les gouvernants laissent passer ou même le provoquent, c'est que ce sont des couleurs sans danger et même que ça les sert.

Le cuirassé Potemkine était interdit en 1920, on peut le voir partout maintenant et personne ne songe à tuer un flic en sortant. Exciter maintenant les travailleurs sur le fascisme, c'est leur jeter de la poudre aux yeux; comme le gouvernement actuel en France, est tout autre chose, parler de l'histoire d'il y a trente ans comme du présent, c'est en fin de compte détourner l'attention des travailleurs des problèmes réels pour mieux les dominer; cela est valable autant pour le P.C. que pour l'U.N.R. Le P.C. ne garde son visage mystificateur que s'il fait croire au danger fasciste et à la lutte qui a été la sienne et celle de l'Etat Russe pendant quinze années. Faire croire que cette lutte continue dissimule la réalité de sa position en France qui est celle de soutien du régime gaulliste (pas ouvertement bien sûr).

L'intérêt que peut présenter un film ou une pièce est d'aider à comprendre ce qui se passe dans notre propre société, soit parce qu'il nous montre cette société (il n'est pas du tout nécessaire que le film soit révolutionnaire, ou fait par un révolutionnaire), soit parce qu'il fait une critique de cette société, soit parce que les réactions qu'il provoque pour nous, dans les différentes classes nous donne la mesure de notre société.

Il ne faut pas qu'à la morale sociale d'aujourd'hui qui s'insinue par des voies diffuses et diverses, nous substituions une autre morale. Il ne faut pas que notre révolte entraîne des jugements hâtifs et superficiels, qui empêchent en fin de compte toute compréhension de notre société et nous éloignent des contacts que nous recherchons."

\*\*\*\*\*

## les paysans

Nous aurions voulu parler longuement des problèmes paysans.

Nous aurions peut être mal placés pour en parler parce que beaucoup d'entre nous considèrent que les problèmes ouvriers sont déterminants. Pourtant nous nous trouvons en présence de l'action d'une classe sociale qui, dépassant ses propres organisations syndicales agit de manière autonome pour des buts qui lui sont propres.

Cette "crise" dépasse toutes les explications que l'on peut trouver dans le procès même de gauche: à travers elle on touche au conflit entre les bouleversements qu'apporte la société capitaliste et les structures humaines existantes; elle exprime, au niveau d'une autre classe, le même conflit qui se situe au niveau de l'usine entre les travailleurs et ses dirigeants de toute sorte.

Nous en reparlerons.

\*\*\*\*\*

Faute de place et de temps, nous n'avons pu écrire un article complet sur la révolte des paysans. Nous avons également reporté la correspondance et abrégé la critique de livres. Tout ceci figurera dans le numéro de Septembre.

Les camarades voudront bien excuser le tirage défectueux de certaines pages dû à des difficultés "techniques" de dernière heure.